



Communiqué UIAFP-FO Rhône

La grève du jeudi 22 mars et la manifestation à Lyon qui a rassemblé plus de 15.000 salariés témoignent d'une mobilisation historique qui a largement dépassé le cadre des militants :

Voici quelques exemples de la puissance de la grève :

- 121 cantines scolaires étaient fermées à Lyon
- Seul un train sur huit circulait entre Lyon et Saint-Etienne de l'aveu même de la direction de la SNCF
- On comptait plus de 51% de grévistes à la DGFIP. La plupart des sites étaient fermés.
- Près d'un enseignant sur deux était en grève et des dizaines d'écoles étaient fermées à Lyon, Villeurbanne, Caluire, St-Priest, Vaulx-en-Velin, Villefranche...
- La grève était massive malgré les réquisitions dans le secteur hospitalier (HEH, Vinatier...)

Chacun a compris que les mesures du gouvernement Macron, du « *nouveau contrat social avec les agents de la fonction publique* » au programme « *action publique 2022* », ce n'est ni la RGPP de Sarkozy, ni la MAP de Hollande. Il ne s'agit plus seulement de supprimer des dizaines de milliers de postes et de faire des économies, mais de liquider purement et simplement les statuts et les services publics.

Pour l'UIAFP-FO du Rhône c'est inacceptable.

La question qui se pose maintenant, c'est comment bloquer ces mesures, comment en obtenir le retrait pur et simple.

Dans cette perspective, l'UIAFP-FO du Rhône soutient tous les syndicats qui décideront dans les jours qui viennent de convoquer des AG du personnel pour discuter de cette question.

Lyon, le 23 mars 2018